

## L'élevage

Le cheptel compte 3,1 millions de bovins et 8,7 millions d'ovins et de caprins. La plupart de la production est gérés par des nomades et les bergers se déplacent dans tout le pays à la recherche de pâturage. Il y a ainsi peu d'élevage qui produisent de manière intensive via des Feed lots. En dépit d'un cheptel important, le Sénégal demeure un importateur net de viande, d'ovins en particulier. La production totale de viande était d'environ 100 000 tonnes en 2003, ce qui équivaut à une consommation par habitant de 11,5 kg alors que les objectifs gouvernementaux prévoient une consommation autour de 14 kg.

### L'élevage laitier

Au Sénégal, la consommation du lait est principalement basée sur l'utilisation de lait en poudre importé. La production laitière au Sénégal est bien en deçà des besoins domestiques. Malgré des tarifs douaniers relativement élevés sur le lait en poudre (avec des taxes de l'ordre 26,78%), environ 20 000 tonnes de lait en poudre est importé chaque année, principalement d'Europe. Ces importations représentent en valeur environ le double de la production laitière locale. Les importations d'autres produits laitiers sont estimées à environ 100 millions de dollars en 2006.

La production locale de lait est très saisonnière, elle est caractérisée par une production plus élevée pendant la saison des pluies et un ralentissement et même un arrêt au cours des 7 mois de la saison sèche. Des organisations non gouvernementales et des donateurs aident les petits producteurs pour améliorer leurs systèmes de distribution. La plupart de ces unités se trouvent dans les parties Nord et Sud du pays, en particulier dans et autour de Saint-Louis, Dahra, Tambacounda, Vélingara et Kolda. Dans la zone des Niayes, autour de Dakar, d'autres unités de transformation du lait bénéficient de ce soutien et ont été en mesure de commercialiser près de 300 000 litres de lait à Dakar en 2005.

### L'aviculture

L'industrie avicole a augmenté sa production totale depuis l'annonce en 2005 de l'interdiction des importations de viande de poulet et malgré le choc créé début 2006 par la grippe aviaire. Le secteur représente 17% de la contribution de l'industrie animale au PIB et emploie environ 10 000 personnes. En 2003, 3,2 millions de poulets produisent ainsi 5 982 tonnes de viande. En raison des importations massives de faible qualité et les morceaux de poulet à bas prix d'Europe et du Brésil, le secteur a réduit sa production de 24% entre 2001 et 2003. Cela a suscité la décision du gouvernement d'interdire les importations de poulets congelés en octobre 2005. Cette interdiction est toujours en cours et s'applique à tous les pays.

La production locale est estimée à 7 millions de poulets en 2005, ce qui représente une augmentation de 33% par rapport à 2004. La production de viande de poulet représente environ 75% de cette production, et la production industrielle totale de la viande de poulet est passée à 9 200 tonnes en 2005, soit une

augmentation de 26% par rapport à 2004. La production domestique et non monétaire est difficile à évaluer, mais pourrait être estimée à 8 000 tonnes de viande.

La plupart de l'alimentation des poulets est importé. En 2005, environ 85 000 tonnes d'aliments destinés aux poulets ont été produites. Le maïs représente 60% des ingrédients. Les producteurs préfèrent le soja et les produits dérivé du maïs aux tourteaux d'arachide en raison de leur meilleure qualité et des coûts moindres. En 2005, le coût de l'alimentation représente 59% des dépenses totales des élevages de volailles.

### **Le système pastoral extensif**

Il s'agit d'un élevage extensif qui utilise des parcours très vastes et dans lequel plus de 50 % du revenu brut provient de l'élevage. L'alimentation du cheptel est fournie pour l'essentiel par le pâturage naturel. Ce dernier dépend des précipitations tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Aussi, la baisse des précipitations influe négativement sur la valeur nutritive des espèces herbacées. La strate ligneuse contribue également à l'alimentation des animaux en période de soudure en saison sèche (CSE, 2000). Présent dans deux zones au Nord et au Centre-Nord du pays (le Ferlo et la Vallée du Fleuve), ce système participerait à hauteur de 38% à la production nationale de lait (Ba Diao, 2003) mais a surtout une vocation carnière. Il correspond aux régions administratives de Saint-Louis, Matam et Louga. La zone écologique du Ferlo, ou zone Sylvo-pastorale, est une vaste aire de plateaux située dans la moitié nord du pays qui occupe près du tiers du territoire national. Elle est une zone d'élevage par excellence, car elle concentre 2/3 des ruminants du Sénégal et près de 15% du cheptel bovin. Les ressources en eau sont limitées, la nappe phréatique profonde, la saison des pluies brève avec une pluviosité faible et irrégulière, une couverture végétale vulnérable et dominée par des épineux et graminées annuelles. Des troupeaux de zébus (Gobra), souvent associés à des ovins et des caprins, sont entretenus par des éleveurs peuhls qui vivent en campements dispersés et dont une partie pratique la transhumance. L'équipement du Ferlo en forages profonds, la progression des cultivateurs à la recherche de nouvelles terres, les périodes de sécheresse et la politique de l'État à travers notamment les activités de la SODESP (Société de développement de l'élevage dans la zone sylvopastorale) ont induit des transformations importantes des systèmes avec une tendance à la sédentarisation autour des forages, à la diversification des activités des éleveurs (agriculture) et le développement des cultures par les wolof qui amènent à qualifier le système actuel d'agro-sylvopastoralisme (Broutin et al, 2000). La production nationale de viande rouge, principalement assurée par les bovins (49 % en moyenne) et les petits ruminants (27 % en moyenne), est d'environ 101 000 tonnes. Les principales contraintes sont :

- l'alimentation du cheptel est basé sur les pâturages naturels soumis aux aléas climatiques, aux feux de brousses et à la pression des cultures ;
- la faiblesse des l'investissement public et privé dans le secteur qui se traduit par l'insuffisance des infrastructures de base (pistes de production dans la zone sylvopastorale, ouvrages hydrauliques, etc.) ;
- la faiblesse des mécanismes de gestion durable des ressources ;
- une persistance de certaines épizooties telles que la peste des petits ruminants, la maladie du Newcastle, la peste équine etc. ;
- l'absence d'une sécurisation foncière pour les activités pastorales,
- la faiblesse du potentiel laitier des races locales dont la production ne dépasse pas 2 litres de lait par jour avec une période de lactation de 180 jours.